Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble! »

Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, Nantes

DES CHARRETTES DE LICENCIEMENTS

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les soustraitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

DES COUPES DRASTIQUES DANS LES SERVICES PUBLICS

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséguences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique. Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

RIEN À ATTENDRE DU CINÉMA AUTOUR DU BUDGET À L'ASSEMBLÉE

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a

montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

LA SOLUTION: Y ALLER TOUS ENSEMBLE!

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble! », ça se construit! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Lundi 25 novembre 2024





Les CSU en ont marre d'être la 5^{ème} roue du carrosse et le font savoir

Jeudi 21 novembre, aux environs de midi, la direction nous a tous autorisé à partir plus tôt pour cause de tempête. Tous, sauf les CSU qui devaient maintenir l'accueil ouvert! Encore une fois, nos collègues ne sont pas logés à la même enseigne. Leurs vies, bien qu'impactées aussi par la tempête, compteraient moins que les précieuses statistiques de temps d'ouverture de l'accueil. Ni une, ni deux, ils et elles ont voté à une large majorité pour faire grève le lendemain.

Alors que les incivilités se font plus fortes, les CSU ont bien raison de refuser de subir toujours plus de violences, qu'elles soient physiques ou institutionnelles! Suivons leur exemple.

Culture, sport et égalité homme-femme : massacre à la tronçonneuse en Pays de la Loire

Nous étions 3000 ce 25 novembre rassemblés devant l'hôtel de Région des Pays de la Loire, avec les professionnels de la culture et les associations ciblés par la coupe budgétaire prévue par la présidente de Région, Christelle Morançais. Alors que l'État demande aux collectivités 40 millions d'économies, elle fait dans la surenchère et en propose 100 millions. Une belle occasion pour cette élue de droite radicale de taper dans les budgets de la culture, du sport et de l'égalité femme/homme. Des secteurs dont les actions promeuvent l'épanouissement l'émancipation et individus. A côté de ça les budgets pour l'armée et pour les forces de l'ordre ne cessent d'augmenter et les subventions aux entreprises d'armement aussi. Le choix de société des capitalistes est clair : la guerre et l'aliénation de tout être humain pouvant leur rapporter des profits. De ce monde-là, on n'en veut pas!

Le sport et la culture ne doivent pas être réservés à une poignée de riches. La lutte pour L'égalité homme-femme ne doit pas être une variable d'ajustement. La richesse de ce pays c'est nous qui la produisons, c'est à nous de décider ce qu'on en fait!

100ème anniversaire de la grève victorieuse des sardinières de Douarnenez

La ville bretonne célèbre ces jours-ci et jusqu'au début janvier le centième anniversaire

de la grève des ouvrières des conserveries de sardines qui dura six semaines et aboutit à une victoire. Débuté le 21 novembre 1924 pour réclamer une augmentation de salaire, le mouvement entraina jusqu'à 2 000 personnes. Pour tenter d'en venir à bout, les patrons firent venir des briseurs de grève de Paris, certains armés. De leur côté celles que l'on appelait « Pen Sardin » (têtes de sardine) reçurent l'appui de la CGT unitaire, syndicat révolutionnaire à l'époque, animé notamment par des militants du tout jeune Parti communiste et des anarchistes. Pendant plusieurs semaines, la grève fut largement relayée par la presse nationale et eut un retentissement dans tout le pays. Les sardinières demandaient une augmentation de 20 centimes de l'heure alors qu'elles étaient payées 80 centimes, contre 1,5 franc pour les ouvrières non qualifiées en région parisienne. Les patrons finirent par céder le 6 janvier 1925, accordant l'augmentation demandée, signant un contrat collectif et acceptant de majorer les heures de nuit. Et la mémoire de cette lutte est toujours vivante, bien au-delà de la Bretagne.

Dans le journal RÉVOLUTIONNAIRES

A AUCHAN, MICHELIN, DANS L'AUTOMOBILE ET LA CHIMIE, CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE POUR COMBATTRE LES LICENCIEMENTS

En une seule journée, Michelin et Auchan, deux multinationales françaises, ont annoncé la suppression de 3600 emplois. Pourtant, aucun licencieur n'est réellement « en difficulté ». La seule raison de cette saignée est d'augmenter les profits et la productivité. C'est bien le « tous ensemble » qui permettra aux ouvriers d'obtenir ce qu'ils veulent : des indemnités acceptables, le maintien des sites et surtout des emplois.

Un article à retrouver dans notre journal, n'hésitez pas à vous le procurer auprès de nos militants.

